

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 JUILLET 1926.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA DÉFENSE NATIONALE (2),
PAR M. MARCK.

MESSIEURS,

I.

Les lois de milice coordonnées en 1913 classaient les miliciens en : « aptes pour toutes les armes », « aptes pour une arme déterminée » et « aptes pour telle ou telle arme » (art. 28). Les jeunes gens qui ne rentraient pas dans une de ces trois catégories étaient exemptés ou ajournés.

*
* *

L'arrêté-loi du 21 juillet 1916 — qui a été — en fait — notre loi de milice pour la durée de la guerre — établit une autre classification des miliciens aptes au service armé et créa le « service auxiliaire » dans lequel il incorpora tous les miliciens qui tout en n'étant pas en état de supporter le service armé — soit par suite de faiblesse de constitution, soit par suite d'une légère infirmité — pouvaient, cependant, être de quelque utilité pour l'armée.

Voici comment l'article 7 de cet arrêté-loi donna aux commissions de recrutement, la mission de classer les hommes appelés :

- 1° Aptes à toutes les armes et à tous les services ;
- 2° Inaptes à l'infanterie mais aptes aux autres armes et services ;
- 3° Inaptes à l'infanterie et à la cavalerie mais aptes aux autres armes et services.

(1) Projet de loi, n° 535.

(2) La Commission, présidée par M. Pirmez, était composée de MM. Berloz, Buyt, de Burtet, de Gérardon, Delacollette, Devèze, Ernest, Fieullien, Coffaux, Roen, Mansart, Marek, Mathieu, Missiaen, Pierco, Poullet, Samyn, Therlen, Vandemeulebroucke, Vanden Corput, Van Hoeck.

4° inaptes à l'infanterie, à la cavalerie, à l'artillerie et au génie mais aptes aux services auxiliaires.

Ces services auxiliaires étaient, d'après l'article 10 de cet arrêté-loi : les troupes d'étapes, les troupes auxiliaires du génie, le corps des transports, les troupes d'administration, le service de santé, les commis aux écritures, les archivistes, les secrétaires, les plantons, les ordonnances, les hommes de peine, les cuisiniers, les tailleurs, les cordonniers, les selliers, les armuriers, les maréchaux-ferrants, les ouvriers et employés dans les établissements de l'intendance et de l'artillerie.

L'arrêté royal du 30 août 1916, pris en exécution de l'arrêté-loi et relatif aux critères d'aptitude physique, fixa pour les « services auxiliaires » les conditions générales d'aptitude et les aptitudes spéciales pour chacun de ces services.

* .

La loi de milice du 1^{er} mars 1919 nous fit revenir aux principes généraux des lois organiques coordonnées en 1913 et — ainsi que le dit expressément l'arrêté royal du 18 mars 1919 — elle ne dérogea point à l'article 28 des dites lois, c'est-à-dire qu'elle reprit la classification d'avant-guerre des miliciens en « aptes pour toutes les armes, aptes pour une arme déterminée, aptes pour telle ou telle arme ») et ne fit donc plus incorporer les miliciens « aptes uniquement pour les services auxiliaires ».

* * *

Nous avons eu, ensuite, successivement la loi du 15 décembre 1919, celle du 10 août 1920 et celle du 30 décembre 1920 (qui modifia la durée du temps de service). Dans aucune de ces lois, il n'est question des « aptes uniquement pour le service auxiliaire »; toutes maintiennent le système des lois de 1913.

* * *

Vint alors la loi de milice du 5 août 1921 dont l'article 1^{er}, § 11, modifia l'article 28 des lois coordonnées en stipulant que « la commission de recrutement déterminera l'aptitude des hommes au service, en constatant : 1° s'ils sont aptes au service; 2° s'ils ne sont aptes qu'à un service auxiliaire; 3° s'ils sont inaptes temporairement ou définitivement ».

Nous voilà donc revenus à l'incorporation des « auxiliaires ».

Dans le commentaire des « Tableaux des infirmités et des maladies qui motivent l'exemption définitive, l'exemption temporaire et la désignation pour des services dits « auxiliaires », nous lisons ce qui suit :

« La nouvelle loi de milice prévoit dans l'organisation de l'armée, la création » de services dits auxiliaires qui permettent l'utilisation de sujets atteints de » quelque tare physique légère, congénitale ou accidentelle, incompatible avec le » service des armes proprement dites. Il doit être bien entendu que les infirmités » ou affections qui motivent la désignation des intéressés pour les services dits » auxiliaires ne peuvent en rien diminuer leur robusticité constitutionnelle qui » doit toujours être suffisante pour leur permettre de résister aux fatigues exi- » gées par le service militaire, même auxiliaire. »

Dans ce même commentaire, nous trouvons la liste suivante des services dits auxiliaires :

Infirmiers-brancardiers, chauffeurs d'auto, employés des services de manutention, manœuvres, cuisiniers, magasiniers, garçon de bureau, hommes de peine,

plantons, ordonnances d'officiers montés sans troupe, ouvriers d'établissements de fabrication ou de réparations, tailleurs, cordonniers, selliers, charrons, maréchaux-ferrants, employés de bureau, dactylographes, dessinateurs, etc.

* . *

La loi définitive ou organique du 10 mars 1923 consacre le principe du service général dont — d'après l'auteur de cette loi — le service auxiliaire devait constituer le complément logique. Mais la loi du 4 août 1923, en limitant le contingent à 49,000 hommes, a fait sombrer ce principe. Néanmoins, elle a maintenu la catégorie des « aptes uniquement au service auxiliaire ».

. . .

Dans l'organisation actuelle de notre armée, le nombre d'emplois, considérés par l'autorité militaire comme « inévitables » — le mot est du Département de la Défense Nationale —, est d'environ 11,000, qui se répartissent comme suit :

A) Service de santé	1,300
Intendance	750
Grand parc d'armée	600
Établissement de fabrication	360
Écoles d'armes (noyaux permanents)	350
Parc du génie d'armée	60
Total.	3,420

B) Hors les corps, il faut des employés pour assurer les services des bureaux, des dépôts, du dépôt de remonte, du Ministère, etc.

C) Dans les corps de troupe eux-mêmes, il faut également un certain nombre d'employés. Ainsi, par exemple, on utilise, pour un régiment d'infanterie, une centaine d'employés, lorsque le contingent est au complet.

* . *

C'est dans tous ces emplois que les « auxiliaires » sont employés. Mais, comme leur nombre est insuffisant pour pouvoir remplir tous les postes, on fait des prélèvements sur les hommes du service armé. Actuellement 3,400 aptes à tous les services combleront le manquant des militaires aptes uniquement au service auxiliaire pour assurer le fonctionnement des services et remplir les fonctions d'employés.

. . .

Sur les 63,931 miliciens de la classe de 1925 examinés par les bureaux de recrutement, 6,986 ont été reconnus uniquement aptes au service auxiliaire. 1,534 d'entre eux ont été libérés du service en temps de paix. Le nombre de miliciens de la classe de 1926 examinés par les bureaux de recrutement est de 66,008, dont 5,952 hommes ont été reconnus uniquement aptes au service auxiliaire. 452 auxiliaires de la classe de 1926 ont été libérés du service en temps de paix.

II.

Le projet de loi, qui nous est soumis, prévoit une réduction de 5,500 hommes du contingent de la levée annuelle, par la suppression de la catégorie des « aptes

uniquement pour le service auxiliaire ». Il poursuit donc une double réforme de notre loi organique sur la milice, le recrutement et les obligations de service : la réduction du maximum légal du contingent de milice et la suppression du service auxiliaire.

* *

Comment M. le Ministre de la Défense Nationale justifie-t-il ce projet ?

Il nous dit dans « l'Exposé des motifs » que, de l'avis de toutes les autorités militaires, le rendement de travail des auxiliaires est nettement mauvais, qu'il n'y a donc aucune utilité pour l'armée — bien au contraire — à conserver ces miliciens et que, par conséquent, il convient, surtout à cette heure, où la nécessité de faire des économies se fait de plus en plus sentir, de ne plus incorporer ces hommes, dont l'entretien coûte cher à l'État, celui-ci se voyant même obligé d'allouer une pension à un grand nombre d'entre eux.

* *

Il nous est évidemment impossible de rechercher jusqu'à quel point le travail des « auxiliaires » a été réellement utile ou inutile pour l'armée depuis 1921. En cette matière, nous devons, nécessairement, nous en référer à l'avis des autorités militaires qui ne peuvent, certes, pas être suspectées de vouloir, sans motifs sérieux et sans avoir fait des expériences concluantes, priver l'armée du concours des 5,500 « auxiliaires » prévus, jusqu'à présent, pour chaque contingent. Signalons qu'un membre de la Commission, adversaire de la réforme, a soutenu que le travail des auxiliaires aurait donné un rendement très satisfaisant si ces hommes avaient été utilisés d'après leur aptitude physique ou leurs connaissances spéciales.

* *

Il saute aux yeux que de la réforme qui nous est proposée, il doit résulter nécessairement une économie qui se chiffrera par plusieurs millions, puisqu'on pourra supprimer au budget les dépenses pour l'habillement et l'entretien pendant douze mois de 5,500 hommes.

* *

Mais il importe de mesurer toutes les conséquences que ce projet, devenu loi, pourrait avoir.

Désormais, les milliers d'emplois « inévitables » devront être occupés par des hommes du service armé dont le nombre reste fixé à 44,000.

Si l'on ne veut pas aboutir à des situations inquiétantes, il faut, selon nous, faire un effort sérieux pour arriver, le plus tôt possible, à une réduction sérieuse du nombre d'emplois et du nombre d'employés dans chaque emploi.

Nous estimons que cette réduction est possible.

Interrogé par nous au sujet de cette question, M. le Ministre de la Défense Nationale nous a donné la réponse suivante :

« Il ne nous est pas possible de fixer actuellement d'une manière précise le » nombre total et la répartition des soldats qui seront affectés uniquement aux » services auxiliaires. Des études sont en cours pour réduire ces emplois.

» Les emplois dans les corps de troupe seront occupés par des miliciens pré- » levés sur le contingent affecté à ces corps.

- » Les miliciens destinés au service en dehors des corps de troupes seront prélevés sur l'ensemble du contingent.
- » Les études sont également en cours pour réduire les effectifs de plusieurs services. »

La réforme est déjà prévue pour la classe 1926; on pourra faire face aux difficultés immédiates qu'elle pourrait susciter, grâce aux effectifs du détachement des torpilleurs et marins dont la suppression a été décidée par le Ministre de la Défense Nationale et grâce aussi aux effectifs de certaines écoles qui cesseront d'exister.

* *

Il n'est pas sans intérêt de se demander quelle sera, à l'avenir, au point de vue des obligations militaires, la situation des miliciens aptes uniquement pour le service auxiliaire qui ont servi ou qui ont été dispensés du service en temps de paix. Ces hommes seront-ils dans une situation moins favorable que celle des jeunes gens « aptes uniquement au service auxiliaire » qui n'ont pas été incorporés depuis la guerre parce que la loi de milice n'envisageait pas leur incorporation ou que celle des jeunes gens qui, en vertu de la loi qu'on nous demande maintenant de voter, ne seront pas incorporés parce qu'ils ne pourraient être reconnus aptes qu'à un service auxiliaire? Seront-ils rappelables en cas de mobilisation?

Nous nous permettons d'attirer l'attention de M. le Ministre de la Défense Nationale sur cette très importante question qui devrait, à notre avis, trouver sa solution dans ce projet de loi.

* *

Un membre a posé la question de savoir si des miliciens aptes seulement au service auxiliaire appartenant à une classe antérieure à 1926 qui pour des motifs divers ne sont pas encore en service tomberaient sous l'application de la loi. La commission pense que oui, mais elle désire à ce sujet une déclaration du Gouvernement.

Au cours de la discussion d'un récent projet de loi sur la milice, comme d'ailleurs au cours d'autres débats militaires, plusieurs membres de la Chambre ont cru devoir s'opposer à toute proposition ayant pour but de réformer partiellement notre législation sur la milice.

Nous voici de nouveau devant une réforme partielle dont l'importance n'échappera à personne.

Néanmoins, il y a lieu de l'approuver parce qu'elle est pleinement justifiée et que l'état de nos finances ne permet pas qu'on la remette à plus tard.

Mais souhaitons que, dans un avenir très rapproché, le Parlement puisse voter un statut militaire complet répondant à la formule du minimum de sacrifice pour le maximum de rendement.

Le projet a été adopté par tous les membres présents de la Commission sauf deux (un « non », une « abstention »).

Le Rapporteur,

H. MARCK.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.



LÉGISLATION EN VIGUEUR.

*Lois coordonnées
du 10 mars 1923 et du 4 août 1923.*

ART. 28.

a) Sont exemptés, les miliciens qui, en raison de leur constitution générale, d'infirmités ou de maladies incurables, sont déclarés inaptes à tout service militaire.

b) Sont ajournés pour un an, les miliciens qui, en raison de leur constitution physique trop faible, d'infirmités ou de maladies, sont reconnus temporairement inaptes au service militaire.

L'ajournement ne peut être accordé plus de trois fois. Une décision d'exemption ou de désignation doit intervenir à la quatrième comparution au plus tard.

c) Un arrêté royal détermine les infirmités et les maladies entraînant l'exemption, l'ajournement ou la désignation pour les services auxiliaires.

ART. 31.

L'examen médical a lieu à huis clos en la seule présence des médecins qui déterminent l'aptitude au service des comparants en les classant dans l'une des catégories suivantes :

Désigné — apte au service.

Désigné — apte uniquement pour un service auxiliaire.

Ajourné — inapte provisoirement.

Exempté — inapte définitivement.

ART. 33.

a) Le milicien qui, lors de son entrée sous les armes, est reconnu inapte au service est mis en observation dans un hôpital militaire et, s'il y a lieu, exempté ou ajourné, conformément à ce qui est prévu à l'article 32.

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER.

Le littéra c) de l'article 28 est remplacé par le texte ci-après :

« c) Un arrêté royal détermine les » infirmités et les maladies qui en- » traînent l'exemption ou l'ajourne- » ment. »

ART. 2.

A l'article 31, sont supprimés les mots :

« Désigné — apte uniquement pour un service auxiliaire. »

ART. 3.

b) Celui qui, au cours de son service et après mise en observation dans un hôpital militaire, est reconnu apte uniquement à un service auxiliaire, est affecté à ce service par l'autorité militaire.

ART. 57.

A. Si le nombre des désignations dépasse 49,500, dont 5,500 pour les services auxiliaires et 44,000 pour les services armés et sous réserve que l'excédent constaté dans le nombre des miliciens aptes au service armé devra combler éventuellement le déficit en hommes reconnus aptes seulement au service auxiliaire et vice-versa, des libérations de service actif seront accordées à concurrence de l'excédent dans chacune des catégories et dans l'ordre ci-après :

1° Aux premiers appelés désignés pour le service qui appartiennent à une famille comptant plus de cinq enfants en vie, suivant le nombre de ces enfants.

Si plusieurs familles se trouvent en concurrence, la préférence est donnée aux miliciens dont la famille compte le plus d'enfants mâles en vie; puis, à égalité de titres, successivement aux orphelins de père et mère, aux orphelins de père et aux orphelins de mère.

Enfin, si plusieurs familles restent en compétition, la priorité d'âge du père du milicien ou éventuellement de sa mère veuve est prise en considération.

Une même famille ne peut bénéficier simultanément ni successivement de la présente disposition et du sursis illimité par application de l'article 10.

2° Subsidiairement, aux miliciens dont la famille a fourni le plus de services à l'armée.

Si plusieurs familles justifient avoir fourni le même nombre de fils à l'armée, la préférence est accordée à

Le littéra b) de l'article 33 est abrogé.

ART. 4.

Le premier alinéa du littéra A de l'article 57 est remplacé par le texte suivant :

« A. — Si le nombre de miliciens
» désignés pour le service dépasse
» 44,000, des libérations de service
» actif seront accordées à concurrence de l'excédent et dans l'ordre
» ci-après : »

celles dont un ou plusieurs fils sont décédés au service; puis à celles dont un ou plusieurs fils ont fourni, pendant la campagne 1914-1918, des services reconnus par des chevrons de front, suivant le nombre de ces services et de ces chevrons; à égalité de titres, à celles qui comptent le plus grand nombre d'enfants, puis le plus d'enfants mâles en vie, en observant, pour le surplus, les règles tracées au 1°

B. Pour l'application du présent article, la composition de la famille est déterminée comme il est dit à l'article 17, mais les militaires qui ont perdu la vie ou qui ont disparu au cours de la campagne 1914-1918 sont comptés comme étant en vie.

C. Procurent des titres à la libération de leurs frères, les volontaires, les miliciens et les réfractaires en activité de service, en congé pour interruption de service ou de faveur, en congé illimité, licenciés, pensionnés ou réformés pour maladies ou infirmités contractées en service.

Le puîné de deux frères désignés pour faire partie d'une même levée procure à l'aîné des titres à la libération comme s'il se trouvait en activité de service.

Lorsque la priorité d'âge entre frères jumeaux ne résulte pas des actes de naissance, elle est déterminée par la priorité d'inscription aux registres de l'état civil.

D. Sont exclus du bénéfice de la libération, ceux qui ont été condamnés ou sont sous le coup de poursuites du chef de désobéissance aux arrêtés-lois réglant le recrutement de l'armée pendant la campagne 1914-1918.

E. Les libérations de service sont accordées par une commission administrative, composée d'un fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène, d'un fonctionnaire du Ministère de la Défense Nationale et

d'un officier de l'armée, désignés respectivement par le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène et par le Ministre de la Défense Nationale.

Le fonctionnaire du rang le plus élevé ou éventuellement le plus ancien dans le même grade préside la Commission.

E. Les libérations accordées sur production de renseignements erronés seront annulées.

G. Annuellement, les catégories de jeunes gens admis au bénéfice de la libération seront publiées au *Moniteur belge*.

H. Les miliciens libérés du service sont maintenus ou éventuellement reversés dans la réserve de recrutement.

ART. 28.

(Voir en regard de l'article premier).

ART. 5.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 28, sont exemptés les miliciens de 1926 qui, lors de leur comparution devant les juridictions de milice, ont été reconnus aptes uniquement au service auxiliaire.

(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 JULI 1926

Wetsontwerp

tot wijziging van de wet op de militie, de werving en de dienstverplichtingen (1).

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR LANDSVERDEDIGING (2),
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MARCK.

MIJNE HEEREN,

I.

Bij de samengeordende militiewetten van 1913 werden de miliciens gerangschikt in manschappen « geschikt voor al de wapens », « geschikt voor een bepaald wapen » en « geschikt voor een of ander wapen » (art. 28). De jongelingen die niet binnen eene dezer drie categorieën kwamen, werden vrijgesteld of uitgesteld.

* * *

Het Besluit-Wet van 21 Juli 1916, dat feitelijk onze militiewet was voor den duur van den oorlog, stelde eene andere rangschikking der miliciens vast die geschikt zijn voor den gewapenden dienst en bracht den « hulpdienst » tot stand, waarin werden ingelijfd al de miliciens die, wegens zwakte van lichaamsgestel, hetzij wegens eene lichte gebrekkelijkheid, niet geschikt waren voor den gewapenden dienst, doch niettemin van cenig nut konden zijn voor het leger.

Krachtens artikel 7 van dit Besluit-Wet, werden de wervingscommissiën gelast de opgeroepen mannen te rangschikken als volgt :

- 1^o Geschikt voor al de wapens en al de diensten;
- 2^o Ongeschikt voor de infanterie, doch geschikt voor andere wapens en diensten;
- 3^o Ongeschikt voor de infanterie en de cavalerie, doch geschikt voor andere wapens en diensten.
- 4^o die welke ongeschikt zijn voor de infanterie, de ruitery, de artillerie en het geniekorps, maar wel geschikt zijn voor de hulpdiensten.

(1) Wetsontwerp, n^o 353.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit de heeren Berloz, Buyl, de Burllet, de Gérardon, Delacollette, Devèze, Ernest, Fieullien, Goffaux, Hoen, Mansart, Marek, Mathieu, Missiaen, Pierco, Pouillet, Samyn, Theelen, Vandemeylebroucke, Vanden Corput, Van Hoeck.

Deze hulpdiensten waren, volgens artikel 10 van dit Besluit-Wet : de etappentroepen, de hulpstroepen der genie, het vervoerkorps, de administratietroepen, de gezondheidsdienst, de klerken, de archivariissen, de secretarissen, de ordonnansen, de sjouwerlieden, de koks, de kleermakers, de schoenmakers, de zadelmakers, de wapensmeden, de hoefsmeden, de werklieden en bedienden in de intendance- en artillerie-inrichtingen.

Het Koninklijk besluit van 30 Augustus 1916, genomen ter uitvoering van het Besluit-Wet en handelende over het criterium tot meting van de lichamelijke geschiktheid, bepaalde voor de « hulpdiensten » de algemeene vereischten tot geschiktheid en de bijzondere vereischten voor elken dezer diensten.

* * *

De militiewet van 1 Maart 1919 bracht ons terug tot de algemeene principes van de organieke wetten, in 1913 samengeordend ; zooals het Koninklijk besluit van 18 Maart 1919 het uitdrukkelijk zegt, week de wet van 1919 niet af van artikel 28 van vorenvermelde samengeordende wetten ; zij nam inderdaad de rangschikking der militieplichtingen over, die vóór den oorlog van kracht was : « geschikt voor alle wapens, geschikt voor een bepaald wapen, geschikt voor dit of dat wapen ». Zij gelastte dus niet meer de inlijving van de militieplichtigen die alleen geschikt zijn voor de hulpdiensten.

* * *

Wij kenden achtereenvolgens de wet van 15 December 1919, die van 10 Augustus 1920, die van 30 December 1920, (die den duur van den dienstdaag wijzigde). In geene dezer wetten was er sprake van de miliciens welke « alleen voor den hulpdienst geschikt zijn » ; alle behouden het stelsel der wetten van 1913.

* * *

Toen kwam de militiewet van 5 Augustus 1921, waarvan het eerste artikel, § 11, artikel 28 der samengeordende wetten wijzigde door het volgende te bepalen : « De commissie voor de aanwerving zal de geschiktheid der mannen voor den dienst bepalen, door vast te stellen : 1° of zij geschikt zijn voor den dienst ; 2° of zij slechts geschikt zijn voor een hulpdienst ; 3° of zij tijdelijk of definitief ongeschikt zijn. »

Zoo kwamen wij terug tot de inlijving van de « hulpdienstmannen ».

In het commentaar op de « Tabellen » met aangifte van de gebreken en ziekten die aanleiding geven tot definitieve vrijstelling, de tijdelijke vrijstelling en de verwijzing naar een der zoogenaamde « hulpdiensten », lezen wij het volgende :

» De nieuwe militiewet voorziet in de inrichting van het leger, de oprichting van de zoogenaamde « hulpdiensten », die de aanwending toelaten van jongelieden die aangetast zijn door het een of ander gering, aangeboren of toevallig lichamelijk gebrek dat niet bestaanbaar is met den eigenlijken gewapenden dienst. Het moet wel verstaan zijn dat de gebreken of ziekten die aanleiding geven tot de verwijzing van de betrokkenen naar de zoogenaamde hulpdiensten, in niets hunne lichaamskracht mogen verminderen ; deze laatste moet steeds voldoende zijn om hun toe te laten, aan de vermoeienissen van den legerdienst, zelfs als het een hulpdienst is, te weerstaan. »

In ditzelfde commentaar vinden wij de volgende lijst van de « hulpdiensten » : verplegers-brancardiërs, automobiëlbieders, bedienden van de garnizoensbakkerijen, handwerkslieden, koks, magazijniers, bureeljongens, sjouwerlieden,

plantons, ordonnansen van de bereden officieren zonder troepen, werklieden van instellingen voor aanmaak of herstellingen, kleermakers, schoenmakers, zadelmakers, wagenmakers, hoefsmeden, bureelbedienden, machineschrijvers, teekenaars, enz.

* * *

De definitieve of organieke wet van 10 Maart 1923 huldigt het beginsel van den algemeenen dienstplicht waarvan, volgens den maker dezer wet, de hulpdienst de logische aanvulling wezen moest. Doch de wet van 4 Augustus 1923 waarbij het contingent op 49,000 manschappen werd beperkt, heeft dit beginsel doen schipbreuk lijden. Niettemin werd de categorie der « enkel voor den hulpdienst geschikten » behouden.

* * *

In de bestaande inrichting van ons leger, wordt het getal ambten of bedieningen welke door de militaire overheid als « onvermijdelijk » worden beschouwd — het woord komt van het Departement van Landsverdediging —, op ongeveer 11,000 geschat, onderverdeeld als volgt :

A) Gezondheidsdienst	1,300
Intendantie	750
Groot Legerpark	600
Instellingen voor aanmaak	360
Wapenscholen (bestendige middens)	350
Legerpark van de genie	60
Totaal.	3,420

B. Buiten de korpsen, heeft men bedienden noodig voor de diensten der bureelen, der depots, van het remonte-depot, van het Ministerie, enz.

C. In de troepenkorpsen zelf, heeft men insgelijks een zeker getal bedienden noodig.

Aldus gebruikt men, wanneer het contingent volledig is, voor een infanterie-regiment, een honderdtal bedienden.

* * *

In al deze bedieningen worden de « geschikten voor de hulpdiensten » benutigd. Doch, vermits hun getal onvoldoende is om al deze posten aan te vullen, heeft men de ontbrekenden bij de manschappen van den gewapenden dienst moeten nemen. Thans zijn er 3,400 soldaten die geschikt zijn voor al de diensten noodig om in bedoelde diensten en bureelen de ontbrekende militairen te vervangen, die enkel geschikt zijn voor den hulpdienst.

* * *

Op de 63,931 miliciens der klas van 1923, die voor de wervingsbureelen zijn gekomen, werden er 6,986 « enkel geschikt voor den hulpdienst » erkend; van deze laatsten werden er 1,534 vrijgesteld van den dienst in vredeestijd. Het getal miliciens der klas 1926, door de wervingsbureelen onderzocht, bedraagt 66,008, waarvan 5,952 manschappen « enkel geschikt voor den hulpdienst » werden erkend; van deze laatsten werden er 452 vrijgesteld in vredeestijd.

II.

Het ons voorgelegde ontwerp voorziet eene vermindering van 5,500 manschappen op het contingent der jaarlijksehe lichting, door middel van de afschaffing der categorie « enkel geschikt voor den hulpdienst ».

Het ontwerp wil dus een dubbele hervorming van de organieke wet op de militie, de aanwerving, en de verplichtingen van den dienst verwezenlijken : de vermindering van het wettelijk maximum van het legercontingent en de afschaffing van den hulpdienst.

*
* *

Op welke beweegredenen steunt de Minister van Landsverdediging om dit ontwerp in te dienen ?

Hij zegt ons in de Memorie van Toelichting, dat, naar het oordeel van al de militaire overheden, het werk door de soldaten der hulpdiensten geleverd beslist slecht is, dat het dus voor het leger zonder eenig nut is — integendeel — deze militieplichtigen te behouden en dat het dienvolgens past, op het oogenblik dat de noodzakelijkheid der bezuinigingen zich hoe langer hoe meer doet gevoelen, deze mannen niet meer in te lijven, waarvan het onderhoud den Staat duur komt te staan, daar deze zelfs verplicht is aan velen een pensioen uit te keeren.

*
* *

Het is ons natuurlijk onmogelijk te onderzoeken in welke mate het werk der hulpsoldaten wezenlijk nuttig of nutteloos geweest is voor het leger, sedert 1921. In deze zaak moeten wij noodzakelijkerwijs steunen op het advies van de militaire overheden.

Dezen kunnen er niet van beticht worden, zonder ernstige redenen en zonder besliste ervaringen opgedaan te hebben, aan het leger de medewerking te ontnemen van de 5,500 hulpsoldaten, cijfer dat tot nu toe voor elk contingent voorzien werd.

Vermelden wij dat een lid van de Commissie, een tegenstander van de hervorming, beweerd heeft dat het werk der hulpsoldaten zeer voldoende uitslagen zou opgeleverd hebben zoo men deze mannen gebruikt had volgens hunne lichamelijke bevoegdheid of hunne bijzondere kennissen.

*
* *

Het spreekt vanzelf dat de voorgestelde hervorming noodzakelijkerwijs tot eene bezuiniging moet aanleiding geven die verscheidene millioenen zal belooopen, vermits men in de begrooting zal mogen schrappen de uitgaven voor de kleeding en het onderhoud gedurende twaalf maanden, van 5,500 man.

Wij moeten echter rekening houden met al de mogelijke gevolgen van dit wetsontwerp eens dat het tot wet is geworden.

Voortaan zullen de duizenden « onmisbare » bedieningen moeten waargenomen worden door mannen van den gewapenden dienst, waarvan het getal op 44,000 vastgesteld blijft.

Wil men niet tot onrustwekkende toestanden komen, moet men, naar onze meening, eene ernstige poging doen om zoo spoedig mogelijk eene ernstige vermindering door te voeren van het getal bedieningen en van het getal bedienden in elke betrekking.

Naar onze meening is die vermindering mogelijk.

Daarover ondervraagd, heeft de Minister van Landsverdediging ons het volgende antwoord gegeven :

« Het is ons niet mogelijk thans op nauwkeurige wijze het geheele getal en de verdeeling van de soldaten vast te stellen die aan de hulpdiensten zullen verbonden zijn.

» De bedieningen in de troepenkorpsen zullen ingenomen worden door de militieplichtigen voorafgenomen op het contingent voor deze korpsen aangewezen.

» De militieplichtigen, bestemd voor den dienst buiten de troepenkorpsen, zullen voorafgenomen worden op het heele contingent.

» Men onderzoekt tevens op dit oogenblik de middelen om de getalsterkte van verscheidene diesten te verminderen. »

De hervorming is reeds voorzien voor de klas 1926 ; de moeilijkheden welke deze hervorming dadelijk zou kunnen medebrengen zal men kunnen te boven komen met de troepen van de afdeeling mariniers en torpedisten, die de Minister van Landsverdediging besloten heeft op te heffen, en eveneens met de effectieven van sommige scholen die niet meer zullen blijven bestaan.

* .

Men mag zich wel afvragen wat, onder opzicht van militaire verplichtingen, in de toekomst de toestand zal zijn van de enkel voor de hulpdiensten geschikte militieplichtigen, die gediend hebben, of die van den dienst ontslagen zijn geweest in vreedstijd. Zullen deze manschappen zich in een minder gunstigen toestand bevinden dan deze van de « enkel voor den hulpdienst geschikte » jongelingen die sedert den oorlog niet zijn ingelijfd geworden omdat de militiewet hunne inlijving niet voorzag, of dan de toestand van de jongelingen die, krachtens de wet, die men ons vraagt goed te keuren, niet zullen ingelijfd worden omdat zij enkel voor een hulpdienst zouden kunnen geschikt worden? Zullen zij in geval van mobilisatie terug kunnen binnengeroepen worden?

Wij zijn zoo vrij den heer Minister van Landsverdediging attent te maken op deze zoo belangrijke vraag die, naar onze meening, door dit wetsontwerp zou moeten opgelost worden.

* .

Een lid heeft de vraag gesteld of de alleen voor den hulpdienst geschikte militieplichtigen, behorende tot eene vroegere klas dan deze van 1926, en die om verschillende redenen nog niet in den dienst zijn, onder de toepassing van de wet zouden vallen. De Commissie denkt van ja, maar zij verlangt daarover eene verklaring van de Regeering te vernemen.

Tijdens eene onlangs gehouden bespreking over een wetsontwerp op de militie, zoals overigens bij andere militaire debaten, hebben talrijke leden van de Kamer gemeend zich te moeten verzetten tegen elk voorstel dat voor doel heeft gedeeltelijk onze militiewetgeving te wijzigen.

Hier staan wij weer voor eene gedeeltelijke hervorming waarvan aan niemand het belang zal ontgaan.

Niettemin moeten wij het goedkeuren, omdat het ten volle gewettigd is en omdat de toestand van onze financiën niet toelaat het tot later te verschuiven.

Maar wij drukken de hoop uit, dat in eene nabije toekomst het Parlement zijne

goedkeuring zou kunnen uitspreken over een volledig militair statuut dat beantwoordt aan de formule van het minimum van opoffering voor het maximum der rendeeering.

Het wetsontwerp werd aangenomen door al de aanwezige leden van de Commissie, behalve twee, (een tegen en een onthouding).

De Verslaggever,

H. MARCK.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

BESTAANDE WET.

*Samengeordende wetten
van 10 Maart 1923
en van 4 Augustus 1923.*

ART. 28.

a) Worden vrijgesteld de militieplichtigen die, wegens hun algemeen gestel, lichaamsgebreken of ongeneesbare ziekten, ongeschikt tot elken militairen dienst bevonden worden.

b) Worden voor één jaar verdaagd de militieplichtigen, die, wegens hun te zwak lichaamsgestel, lichaamsgebreken of ziekten, tijdelijk voor den dienst ongeschikt bevonden worden.

De verdaging kan niet meer dan driemaal toegestaan worden. Uiterlijk bij de vierde verschijning, moet er eene beslissing tot vrijstelling of tot aanwijzing intreden.

c) Een Koninklijk besluit bepaalt de lichaamsgebreken en de ziekten, die tot vrijstelling, verdaging of aanwijzing voor de hulpdiensten aanleiding geven.

ART. 31.

Het geneeskundig onderzoek geschiedt met gesloten deuren en alleen in 't bijzijn van de geneesheeren die de geschiktheid der verschijnenden voor den dienst bepalen, door ze in eene der volgende categorieën in te deelen :

Aangewezen — geschikt voor den dienst.

WETSONTWERP.

EERSTE ARTIKEL.

Littera c) van artikel 28 wordt door volgenden tekst vervangen :

« c) Een Koninklijk besluit bepaalt » de lichaamsgebreken en de ziekten » die tot vrijstelling of verdaging » aanleiding geven. »

ART. 2.

Bij artikel 31 worden weggelaten de woorden :

Aangewezen — enkel voor den hulpdienst geschikt.

Verdaagd — voorloopig ongeschikt.

Vrijgesteld -- voorgoed ongeschikt.

Art. 33.

a) De militieplichtige die, bij zijne indiensttreding ongeschikt voor den dienst wordt bevonden, wordt onder waarneming gesteld in een militair hospitaal en, zoo daar reden toe is, vrijgesteld of verdaagd, overeenkomstig wat bij artikel 32 is voorzien.

b) Hij die, onder zijnen dienst, en nadat hij in een militair hospitaal onder waarneming is geweest, alleen tot een hulpdienst geschikt wordt bevonden, wordt door de militaire overheid bij dezen dienst ingedeeld.

Art. 57.

A. Ontheffingen van den actieven dienst worden ten beloope van het meerdere aantal in elke der onderstaande categorieën en in de navermelde volgorde verleend, indien het aantal aanwijzingen hooger is dan 49,500, waarvan 5,500 voor de hulpdiensten en 44,000 voor de gewapende diensten en mits het tekort aan manschappen, die slechts voor den hulpdienst geschikt zijn bevonden, door het meerdere aantal militieplichtigen, geschikt voor den gewapenden dienst, wordt aangevuld en vice versa :

1° Aan de eerst opgeroepen aangewezen voor den dienst, die behooren tot een gezin met meer dan vijf kinderen in leven, naar het getal dezer kinderen.

Staan verscheidene gezinnen gelijk, dan wordt de voorkeur gegeven aan de militieplichtigen wier gezin het meest mannelijke kinderen in leven telt; daarna, bij gelijke aanspraak, achtereenvolgens aan de weezen die beide ouders hebben verloren, aan de

« Aangewezen — enkel voor den » hulpdienst geschikt. »

Art. 3.

Littera b) van artikel 33 wordt ingetrokken.

Art. 4.

Het eerste lid van littera A van artikel 57 wordt door volgende tekst vervangen :

« A. — Overtreft het aantal voor » den dienst aangewezen miliciens » 44,000, dan worden zooveel ontheffingen van den werkelijken dienst » verleend als er miliciens te veel » aangewezen werden, en zulks in » onderstaande volgorde. »

vaderlooze kinderen en aan de moederlooze kinderen.

Eindelijk, zoo verscheidene gezinnen nog gelijke aanspraak hebben, wordt de voorkeur verleend naar den leeftijd van den vader van den militieplichtige of, bij voorkomend geval, van zijne moeder-weduwe.

Deze bepaling en het onbepaald uitstel, bij toepassing van artikel 10, kunnen niet te gelijk noch achtereenvolgens ten goede komen aan een en hetzelfde gezin.

2^o In de tweede plaats, aan de militieplichtigen, wier gezin het meest diensten aan het leger heeft geleverd.

Indien verscheidene gezinnen bewijzen hetzelfde getal zonen te hebben geleverd aan het leger, wordt de voorkeur gegeven aan die, waarvan een of meer zonen onder dienst zijn overleden; daarna, aan die waarvan één of meer zonen, gedurende den oorlog 1914-1918, dienstitijden hebben volbracht, welke door frontchevrons zijn erkend, naar het getal dier dienstitijden en dier chevrons; bij gelijke titels, aan die, welke het grootste getal kinderen, daarna het grootste getal mannelijke kinderen in leven tellen, met inachtneming, voor het overige, van de voorschriften bepaald bij n^o 1^o.

B. Voor de toepassing van dit artikel wordt de samenstelling van het gezin bepaald zooals bij artikel 17 is voorzien, doch de militairen, die gedurende den oorlog 1914-1918 zijn gesneuveld of verdwenen, worden geteld als zijnde in leven.

C. Door de vrijwilligers, de militieplichtigen en de dienstweigeraars in actieven dienst, met verlof wegens dienstonderbreking of met gunstverlof, met onbepaald verlof, afgedankt, gepensionneerd of gereformeerd wegens ziekten of lichaamsgebreken onder dienst opgedaan, bekomen hunne broeders aanspraak op ontheffing van den dienst.

Door den jongste van twee broeders, aangewezen om van eene zelfde liechting deel uit te maken, bekomt de oudste aanspraak op ontheffing, alsof hij in actieven dienst mocht zijn.

Wanneer de voorrang wegens onderdom onder tweelingbroeders niet blijkt uit de geboorteakten, wordt hij bepaald door de orde van inschrijving in de registers van den burgerlijken stand.

D. De ontheffing wordt ontzegd aan hen, die werden gestraft of worden vervolgd wegens niet naleving van de besluit-wetten tot regeling van de legerwerving gedurende den oorlog 1914-1918.

E. De ontheffingen van den dienst worden verleend door eene bestuurscommissie bestaande uit eenen ambtenaar van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, eenen ambtenaar van het Ministerie van Landsverdediging en eenen officier van het leger, onderscheidenlijk aangewezen door den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en door den Minister van Landsverdediging.

De ambtenaar met den hoogsten graad of, desnoods, de oudste in denzelfden graad, is voorzitter van de Commissie.

F. De ontheffingen, verleend na indiening van verkeerde inlichtingen, zullen ingetrokken worden.

G. De categorieën van jongelingen tot de ontheffing toegelaten, worden elk jaar in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

H. De militieplichtigen van den dienst ontheven worden behouden of, desnoods, opnieuw opgenomen in de wervingsreserve.

ART. 28.

(Zie anderzijds het eerste artikel).

ART. 5.

In afwijking van de voorschriften van artikel 28, worden vrijgesteld de miliciens van 1926, die bij hunne verschijning vóór de rechtsmachten, alleen voor den hulpdienst geschikt werden bevonden.